POINT FORT
ENVIRONNEMENT

Rapport d'orientations budgétaires (ROB)

PRÉSENTÉ LORS DU

Comité syndical
du 4 février 2022

Conformément à l'article L2312-1 du CGCT, modifié par l'article 7 de la loi n°2015-91 portant Nouvelle Organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe), ce rapport d'orientations budgétaires présente les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette ainsi qu'une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Il est présenté dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget 2022 et fait l'objet d'un débat acté par une délibération. Il est transmis au représentant de l'Etat et aux collectivités membres et il est mis à la disposition du public au siège, Hôtel Bled, à Cavigny.

Table des matières

Partie 1 - Contexte réglementaire 4

1. Contexte national 4
2. Contexte régional 5

Partie 2 - Contexte propre au Point Fort Environnement 6

1. Capacité garantie du syndicat mixte à faire face à sa dette au-delà de 2028 6
2. Choix stratégiques d'exploitation pour permettre une stabilité globale du niveau de participation 6

Partie 3 - Perspectives 2022 par filière de traitement 7

1. Filière collecte sélective 7
2. Filière déchèteries 8
3. Filière méthanisation 9
4. Filière enfouissement (ISDND) 10

Partie 4 - Les orientations du budget primitif 2022 11

1. Evolution de la participation 11
2. Le plan pluriannuel d'investissement 13
2. Le budget d'investissement – orientations 2022-2026 14
3. Le budget de fonctionnement 2022 16

Partie 5 - Données relatives aux ressources humaines 24

1. Structure des effectifs 24
2. Charges de personnel 254

Partie 6 - Etat de la dette 26

1. Structure de la dette 26
2. En cours de la dette 27

Partie 1 : CONTEXTE REGLEMENTAIRE

1. Contexte national

L'action du Point Fort Environnement s'inscrit dans les objectifs de la **loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique et à la croissance verte**, et qui vise notamment :

- la réduction de 10% les DMA (déchets ménagers et assimilés) entre 2010 et 2020 ;
- l'atteinte d'un taux de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes de 55% en 2020 et 65% en 2025 (en 2018, le Point Fort Environnement atteint un taux de 63%)
- la réduction de 30% des quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installations de stockage en 2020 et de 50% en 2025, par rapport à 2010
- la mise en place de l'extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages au plus tard au 31/12/2022 ;
- la généralisation du tri à la source des biodéchets au 1er janvier 2024,
- l'augmentation programmée 2019/2025 de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP).

Par ailleurs, la **loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi AGEC), promulguée en février 2020**, dans son article 10, interdit *« progressivement »* la mise en décharge de déchets *« valorisables ».* Il fixe par ailleurs comme objectif de *« réduire les quantités de déchets ménagers et assimilés admis en installation de stockage en 2035 à 10 % des quantités de déchets ménagers et assimilés produits ».*

Art R 541-48-3 du code de l'environnement :

Déchets concernés	Date d'application de l'interdiction
Chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à **plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres**	1er janvier 2022
Chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à **plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets**	1er janvier 2022
Chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à **plus de 30 %, en masse, de biodéchets**	1er janvier 2024
Chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à **plus de 30 %, en masse, de déchets textiles**	1er janvier 2025
Chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à **plus de 70 %,** en masse, de **l'ensemble des déchets mentionnés précédemment**	1er janvier 2025
Chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à **plus de 50 %,** en masse, de **l'ensemble des déchets mentionnés précédemment**	1er janvier 2028

Les services publics en charge de la collecte des déchets sont également concernés car cette interdiction vise les OMR, selon le calendrier suivant :

Déchets concernés	Date d'application de l'interdiction
Chargement de bennes ou autres contenants concernés comportant **plus de 65%,** en masse, de **biodéchets et de déchets relevant du principe de responsabilité élargie du producteur**	1er janvier 2025
Chargement de bennes ou autres contenants concernés comportant **plus de 60%,** en masse, de **biodéchets et de déchets soumis au principe de responsabilité élargie du producteur**	1er janvier 2030

2. Contexte régional : le PRPGD

- Le Plan Régional de Prévention et de Réduction des Déchets (PRPGD) s'inscrit dans les objectifs nationaux en termes de prévention et de valorisation des déchets. Il a été adopté en octobre 2018. Le PRPGD prendra fin au 31/12/2027.

- Le PRPGD rappelle que *« la prévention des déchets reste la priorité d'action comme prévu par la réglementation »*. En sus de l'objectif national de réduire les DMA de 10% entre 2010 et 2020, la prévention des biodéchets est une priorité pour la région Normandie, qui doit se traduire par l'atteinte des objectifs suivants :

- la réduction du gaspillage alimentaire à hauteur de :
  - -50% du ratio produit de 2015 à 2021 (soit -33kg/habt à 6 ans),
  - et -75% du ratio produit de 2015 et 2027 (soit -49kg/habt à 12 ans).

  A noter que le ratio de référence 2015 est de 65,5 kg/an/habt.

- la réduction de la production des déchets verts fixé à hauteur de :
  - -15% du ratio produit de 2015 et 2021 (soit -22kg/habt à 6 ans),
  - et -30% entre 2015 et 2027 (soit -43kg/habt à 12 ans).

  A noter que le ratio de référence 2015 est de 145 kg/an/habt (Ratio 2015 Point Fort Environnement : 155 kg/an/habt, soit -53kg/habt à viser d'ici 2027 pour arriver à 102 kg/an).

- Le PRPGD mentionne les installations de traitement des déchets qu'il apparait nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer au regard des objectifs fixés et en cohérence avec les principes de proximité et d'autosuffisance :

- Concernant les centres de tri pour les recyclables secs, *« le PRPGD propose à terme, un objectif de 6 centres de tri sur la région »* ; le Point Fort Environnement a ainsi adhéré à la SPL Normantri pour un démarrage du centre de tri en février 2024.
- Concernant les ISDND, conformément au Code de l'Environnement, le PRPGD prévoit la réduction des capacités de stockage de 30% en 2020 et de 50% en 2025 (sur la base des tonnages admis en ISDND en 2010), à l'échelle régionale. Selon les données actuelles, les capacités de stockage évaluées pour 2020 et 2025 sont supérieures aux limites réglementaires. C'est pourquoi le PRPGD indique *« qu'aucune nouvelle ISDND n'est autorisée sur la durée du Plan. Pour toute demande d'extension intervenant pendant la durée du plan, la CCESP sera consultée pour donner un avis qui sera transmis à la DREAL pour prise en compte ».*
- Concernant les ISDI, *« tout en rappelant que la prévention et la valorisation des déchets inertes doivent être recherchées avant d'envisager le stockage, le PRPGD prévoit l'ouverture de nouvelles ISDI. La limitation des transports des inertes en tonnages et en distance plaide pour la recherche de sites à proximité des lieux de production »*
- Concernant les biodéchets collectés séparément, ils devront être orientés prioritairement par compostage et/ou dans des unités de méthanisation agricoles ou territoriales pour répondre à des logiques de débouchés et de proximité. Le Plan est favorable à la création d'équipements de déconditionnement s'ils contribuent à une valorisation de proximité. Par ailleurs, la Région s'engage dans un programme de développement de la méthanisation, basée sur une approche territoriale, impliquant les acteurs locaux et mené collégialement pour :
  - Sécuriser l'équilibre de fonctionnement des installations actuelles (pas de concurrence de gisement),
  - Sécuriser le montage économique et en assurer la pérennité,
  - Supprimer les freins sur l'acceptation des déchets non agricoles.

Partie 2 : CONTEXTE PROPRE AU POINT FORT ENVIRONNEMENT

Le syndicat mixte du Point Fort est compétent pour le traitement des déchets ménagers et assimilés, la collecte sélective en apport volontaire et la gestion des déchèteries pour ses 5 EPCI adhérents, représentant 116 819 habitants (population municipale INSEE au 1er janvier 2022).

Les élus se sont engagés dans une double réflexion concernant l'avenir du Point Fort Environnement : une réflexion sur la stratégie industrielle (étude Sage Engineering) et une réflexion sur la stratégie financière (études Klopfer et KPMG). Ces travaux ont permis de finaliser les orientations stratégiques du syndicat mixte du Point Fort pour la période 2022-2029 (délibération n°2021-27 du 15 octobre 2021).

1. Capacité garantie du syndicat mixte à faire face à sa dette au-delà de 2028

La stratégie financière de court terme a consisté à augmenter de 34% les participations en 2021. Cette augmentation permet de provisionner 1750 K€/an jusqu'en 2028 (soit un total de 14 millions d'€) conformément aux préconisations du rapport du Cabinet Klopfer. Cette provision garantit au syndicat mixte de faire face à sa dette au-delà de 2028, lorsque l'aide financière du fonds de soutien sera arrivée à son terme.

2. Choix stratégiques d'exploitation pour permettre une stabilité du niveau global de participation (hors inflation)

Stratégie en terme de traitement des déchets recyclables : Pour rappel, en adhérant à la SPL Normantri en 2019, le Point Fort Environnement a acté le traitement des papiers et emballages issus du tri sélectif dans le futur centre de tri public interdépartemental, situé à Colombelles (14), en mutualisant avec plusieurs autres collectivités de l'ex-Basse-Normandie. Agréé pour recevoir l'ensemble des emballages recyclables conformément aux futures obligations de tri, ce centre de tri sera mis en service début 2024.

Stratégie concernant le réseau des déchèteries :

Les études réalisées montrent que les déchèteries doivent faire l'objet :

- d'un plan de modernisation, incluant notamment les conditions d'accès et de sécurité
- d'un renforcement des moyens humains pour garantir la qualité d'accueil, de conseil et de valorisation des apports.

Stratégie en terme de traitement des ordures ménagères :

- Le comité syndical a acté la fermeture définitive de l'unité de méthanisation des ordures ménagères de Cavigny et son démantèlement.
- Les ordures ménagères résiduelles des adhérents seront donc directement enfouies à l'ISDND de St-Fromond ; les contrats de traitement des ordures ménagères avec les non-adhérents seront arrêtés.
- Pour optimiser l'économie et l'exploitation de l'ISDND, le Point Fort Environnement pourra traiter des DIB (déchets industriels banals) tout en donnant priorité aux apports des adhérents du syndicat dans un souci de maintien du service public dû aux habitants.

- Pour préserver la durée de vie de l'ISDND de St-Fromond et ses conditions d'exploitations, en partenariat avec les EPCI, les mesures de prévention et de tri-valorisation des déchets (extension des consignes de tri, tri à la source des biodéchets, réduction des tonnages encombrants, développement du réemploi…) seront renforcées. NB : L'ISDND de St-Fromond dispose d'une capacité de stockage dont le plafond sera atteint au plus tard en 2030.

  Le bureau d'étude SAGE Engineering va accompagner le Point Fort dans l'initiation de cette démarche de prévention. L'objectif sera de :

  - présenter les enjeux, pour chaque EPCI membre, du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA),
  - définir la procédure règlementaire d'élaboration des programmes
  - déterminer le calendrier d'élaboration et d'adoption des PLPDMA pour chaque collectivité adhérente
- Lancement d'une réflexion commune avec d'autres EPCI ou syndicats de traitement concernant le traitement et la valorisation des ordures ménagères à l'échéance 2030, en vue de la fermeture de l'ISDND de St-Fromond, conformément aux orientations prises par le M9 via la création d'un comité de pilotage appelé M9-déchets ;

En parallèle :

- pour répondre à la demande de certains EPCI qui ne sont pas membres du Point-Fort pour l'ensemble de leur périmètre intercommunal, le Point Fort Environnement a engagé :
  - une étude sur les conditions financières et patrimoniales d'un retrait intégral du syndicat mixte du Point Fort
  - une étude sur les conditions financières et patrimoniales d'une restitution des déchèteries à chaque EPCI membre
  - une étude sur la réforme de la clé de répartition de la participation financière des membres.

Partie 3 : PERSPECTIVES 2022 PAR FILIERE DE TRAITEMENT

1. FILIERE COLLECTE SELECTIVE :

- **Calendrier de l'extension des consignes de tri (ECT) par EPCI et mode de collecte**

La réglementation impose le passage en ECT au plus tard au 31/12/2022. Saint-Lô Agglo et COCM ont anticipé cette directive en mettant en place l'ECT dès le 1er janvier 2022. Dans le même temps, le tri s'effectuera en monoflux (mélange des emballages et du papier) et non plus en bi-flux pour permettre une harmonisation avec les territoires qui jouxtent le Point Fort Environnement et faciliter le geste de tri de l'usager.

Date de passage en ECT	EPCI	Mode de collecte	Population	%
01/01/2022	Saint-Lô Agglo	Porte à porte	76 116	65%
01/01/2022	Côte Ouest Centre Manche	Porte à porte	5 570	5%
01/07/2022 (à confirmer)	Coutances Mer et Bocage	NC	5 860	5%
01/01/2023	Villedieu Intercom	Porte à porte	15 646	13%
01/01/2023	CC Baie du Cotentin	NC	13 627	12%

- **Quai de transfert de la collecte sélective à Cavigny**

Le centre de tri de Cavigny n'étant pas adapté pour traiter la collecte sélective en monoflux et en ECT, celui-ci a fermé ses portes fin décembre 2021. Des activités vont néanmoins perdurer, nécessitant le maintien de 2 conducteurs d'engins et de machines :

  - Le stockage, la mise en balles et l'expédition des cartons ondulés,
  - le transfert de la collecte sélective : réception, stockage, rechargement et expédition des papiers et emballages collectés en mélange vers le centre de tri
  - la plateforme de stockage et de rechargement du verre.

- **Collecte des conteneurs d'apport volontaire**

Avec la mise en place de l'extension des consignes de tri en porte à porte sur les territoires de Saint-Lô Agglo et Côte Ouest Centre Manche, le nombre de colonnes à papiers et emballages à collecter va être considérablement diminué. Le Point Fort Environnement va devoir retirer l'ensemble de ces conteneurs, les stocker et les recycler.

A noter que le Point Fort Environnement conserve :

- en régie la collecte des semi-enterrés en place sur les territoires en ECT
- la collecte du verre sur l'ensemble du territoire via un prestataire. Une réflexion est menée pour reprendre cette collecte en régie.

- **Traitement de la collecte sélective par prestataire dans l'attente de l'ouverture de Normantri**

Le Point Fort Environnement a adhéré en 2019 à la SPL Normantri avec 13 autres collectivités normandes, représentant un total d'1,2 million d'habitants. La SPL NORMANTRI va réaliser le futur centre de tri des emballages ménagers à vocation interdépartementale. D'une capacité de 55 000 tonnes/an, ce centre de tri sera opérationnel début 2024. Au travers de cette SPL, les collectivités membres ont pour but de mutualiser les coûts de transport et de tri, de réduire l'impact environnemental du tri et d'acquérir une gestion autonome et locale des emballages. En 2022, la SPL va attribuer le marché global de performance pour la conception, la réalisation et l'exploitation du centre de tri.

Jusqu'à l'ouverture de Normantri, le tri de la collecte sélective multimatériaux est effectué par la société SPHERE à Villedieu, dans le cadre d'un marché public.

2. FILIERE DECHETERIES :

Après la fermeture, fin 2020, de la déchèterie de Sainte-Cécile, le Point Fort Environnement dispose d'un réseau de 13 déchèteries exploitées en régie. Les déchèteries reçoivent aujourd'hui plus de la moitié des déchets traités pour nos adhérents. Aussi elles sont un élément clé dans la stratégie déployée par le Point Fort Environnement. Un groupe de travail a été constitué, incluant des élus et services de chaque EPCI membre. Un certain nombre d'actions vont être engagées en 2022.

- **Renforcement des moyens humains**

Le renforcement des effectifs, sur les périodes de forte affluence, s'effectue en 2 étapes :

- depuis le 1er janvier sur les 8 déchèteries les plus fréquentées (Saint-Lô, Condé-sur-Vire, Villedieu, Marigny, Carentan, Tessy Bocage, St-Clair-sur-Elle, Périers)
- à compter de mars sur les 5 déchèteries restantes (Percy, St-Martin-de-Bonfossé, St-Sauveur-Lendelin, Pont-Hébert, Le Dézert)

Ce renforcement s'est effectué dans le cadre de reclassements internes, suite à la fermeture du centre de tri et de l'unité de méthanisation. Mais ce renforcement des effectifs a avant tout comme objectifs de garantir la qualité d'accueil et de conseil des usagers, permettant une meilleure valorisation des déchets, par un meilleur tri et la mise en avant de la filière réemploi.

En parallèle de ce renforcement des effectifs, les horaires d'ouverture ont été modifiés afin :

- d'instaurer des horaires d'hiver de novembre à mars inclus, avec une fermeture à 17h au lieu de 18h pour optimiser l'ouverture des déchèteries en fonction de la fréquentation (-42h d'ouverture/semaine en horaires d'hiver et +9h d'ouverture/semaine en horaires d'été)
- de prendre en compte les contraintes logistiques (trop de déchèteries étaient ouvertes le lundi, ne laissant pas le temps de vider l'ensemble des bennes pleines entre le samedi soir et la réouverture le lundi).

- **Plan de modernisation**

Ce plan de modernisation revêt plusieurs axes :

- Le contrôle d'accès permettant d'identifier et d'enregistrer les passages des usagers à l'aide d'un QR Code sur le téléphone. Ce contrôle d'accès pourra être ou non limitant à un nombre de passages. La mise en service est prévue en septembre 2022 (expérimental), avec une mise en service effective au 1er janvier 2023.
- La mise en place, depuis décembre 2020, du logiciel SYMETRI pour optimiser la gestion des déchèteries : à l'aide d'un smartphone équipé de l'application, les gardiens déclenchent l'enlèvement des bennes. Chaque camion « déchèteries » est également équipé d'un téléphone sur lequel sont renseignées les bennes à collecter en priorité. Cette application permet également aux agents de renseigner tout problème de vandalisme, tout dommage aux équipements, ainsi que les agressions verbales ou physiques et les dépôts sauvages.
- Le lancement d'une AMO, en 2022 pour :
    - la réalisation d'une nouvelle déchèterie à Saint-Lô ;
    - la sécurisation et la mise aux normes des déchèteries (dispositifs anti-chutes, aménagement de voiries pour améliorer la sécurité sur certaines déchèteries…)

- **Déchets végétaux**

Un nouveau marché va être lancé à l'automne. Les déchets végétaux sont actuellement valorisés par broyage et compostage moyennant un coût de 360 K€ pour 2021. Le Point Fort Environnement souhaite optimiser ses coûts de traitement par la recherche de nouvelles sources de valorisation et l'optimisation de la logistique.

- **Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)**

Une réflexion est en cours pour trouver de nouveaux exutoires pour les gravats (notamment au travers de la mise en place de la filière REP bâtiment)

3. FILIERE METHANISATION :

- **Arrêt définitif de l'unité de méthanisation**

Depuis décembre 2020, l'unité de méthanisation était à l'arrêt, dans l'attente des conclusions de l'étude sur la stratégie industrielle. Par délibération du 15 octobre 2021, les élus ont acté l'arrêt définitif de l'unité de méthanisation et son démantèlement. Conformément à cette décision, le démantèlement va commencer en 2022

(en interne, via une équipe de maintenance dédiée) et devrait se poursuivre jusqu'en 2024. Le coût de démantèlement est estimé à 1 million d'€.

- **Gestion du sinistre de la zone de maturation :**

La zone de maturation du compost n'est plus fonctionnelle depuis l'effondrement d'un mur séparant les silos de l'installation fin 2019. Une expertise judiciaire est toujours en cours concernant ce sinistre. Le rapport final devrait être délivré par l'expert le 18 mars 2022.

NB : au moment du sinistre, du déchet destiné à être transformé en compost était stocké. Selon le relevé GEOMAT dressé le 24 avril 2021, ce stock est évalué 5 060 m3.

Le déstockage progressif de ce déchet est envisagé à compter de 2022, et jusqu'en 2024, sous réserve d'avoir l'autorisation de l'expert judiciaire d'accéder de nouveau à la zone. Le coût de traitement de ces déchets va nécessiter des sorties de ressources importantes sur les trois prochains exercices (estimation : 1,043 million étalés sur 4 exercices). Une provision de 300 000 € a été comptabilisée sur le budget 2021 pour prendre en compte cette dépense à venir.

4. FILIERE ENFOUISSEMENT (ISDND DE ST-FROMOND) :

- **Réalisation du casier d'exploitation 5 (C5) de la zone d'exploitation 3 (ZE3) :**

Les travaux de réalisation du casier 5 débuteront au 1er trimestre 2022, pour une ouverture prévue en septembre 2022. La durée d'exploitation maximale autorisée d'un casier est de 24 mois à compter de son ouverture.

- **Arrêt des contrats de traitement d'OM avec les non-adhérents**

Suite à l'arrêt définitif de l'unité de méthanisation, conformément aux orientations stratégiques votées par délibération le 15 octobre 2021, afin de préserver l'ISDND, les contrats de traitement des ordures ménagères pour les territoires non-adhérents sont progressivement arrêtés ;

- **Traitement de DIB**

Pour optimiser l'économie et l'exploitation de l'ISDND, le Point Fort Environnement pourra traiter des DIB (déchets industriels banals) tout en donnant priorité aux apports des adhérents du syndicat dans un souci de maintien du service public dû aux habitants. Suite à l'ouverture du casier 4 ZE3, la reprise du traitement de DIB est envisagée à hauteur de 13 000 t sur l'exercice 2022.

- **Traitement des lixiviats et valorisation du biogaz :**

Les lixiviats sont constitués principalement des eaux de pluie qui percolent au travers du massif de déchets et qui se chargent en différents polluants et en matière organique. Ils sont collectés et traités. Actuellement, dans le cadre d'un marché public, ces lixiviats sont traités par évapoconcentration. Les évapoconcentrateurs valorisent les thermies produites par nos chaudières qui valorisent elles-mêmes le biogaz produit sur le site.

En prévision de la fin de ce marché en juin 2022, une étude a été réalisée pour choisir les meilleures techniques disponibles pour traiter les lixiviats produits sur la zone d'exploitation et ceux stockés dans les zones d'exploitation précédemment exploitées. Cette étude sert à la rédaction du cahier des charges du nouveau marché de traitement des lixiviats, qui sera lancé en février 2022.

- **Demande d'autorisation environnementale (DAE) :**

Actuellement titulaire d'un arrêté d'exploitation jusqu'en 2023, le Point Fort Environnement souhaite prolonger l'exploitation de l'ISDND de Saint-Fromond sur la même emprise foncière, pour une durée d'environ 8 ans et une

capacité annuelle de 45 000 t. Un dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé et est en cours d'instruction par l'autorité environnementale. Ce dossier sera soumis à enquête publique. La commission consultative d'élaboration et de suivi (CCESP) du plan de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la Région Normandie a rendu un avis favorable.

Partie 4 - LES ORIENTATIONS DU BUDGET 2022 ET PROSPECTIVE A COURT TERME

1 –Evolution de la participation des adhérents

Conformément à la feuille de route présentée en séance du 15 octobre 2021, le montant global de la participation 2022 est identique à celui de 2021, soit 10 446 K€.

- **Participation de base** : ce montant finance le coût de traitement des ordures ménagères, la collecte sélective en containers d'apport volontaire des recyclables, le tri des recyclables et l'exploitation des déchèteries (haut de quai et bas de quai).

Il est composé :

- Du montant des amortissements des immobilisations et des charges financières, répartis sur la population
- D'un montant variable représentant le coût du service, réparti sur les tonnes d'ordures ménagères traitées

Contribution	Montants 2022	Répartition	Données 2022	Ratio
Part fixe Amortissements	2 352 666 €	Population	116 819 hb	20 €/hb
Part fixe Charges financières	1 954 592 €	Population	116 819 hb	17 €/hb
Part variable	3 042 569 €	Tonnages d'ordures ménagères N-1	22 540 T	135 € / T
	7 349 827 €			

- **TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes)** : cette taxe est due pour chaque tonne de déchets enfouie. Le taux de TGAP est actualisé en 2022. Il passe de 30 € à 40 € / tonne enfouie. Ce taux s'applique sur les tonnages d'ordures ménagères collectés et les encombrants réceptionnés en déchèteries.

TGAP	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux en vigueur	17	18	30	40	51	58	65

Le montant appelé auprès des adhérents pour 2022 s'élève à 902 K€ pour les tonnages d'ordures ménagères et à 370 K€ pour les tonnages d'encombrants.

Contribution	Montants 2022	Répartition	Données 2022	Ratio
TGAP sur ordures ménagères enfouies	901 590 €	Tonnages N-1	22 540 T	40 € / T
TGAP sur les encombrants des déchèteries enfouis	370 440 €	Tonnages N -1	9 261 T	40 € / T
	1 272 030 €			

- **Plan de provisionnement des IRA** (indemnités de remboursement anticipé dues lors de la désensibilisation des emprunts « toxiques ») **:** conformément à la délibération n°2021-28 du 15 octobre 2021, la participation inclut un montant de 1,75 M d'€.

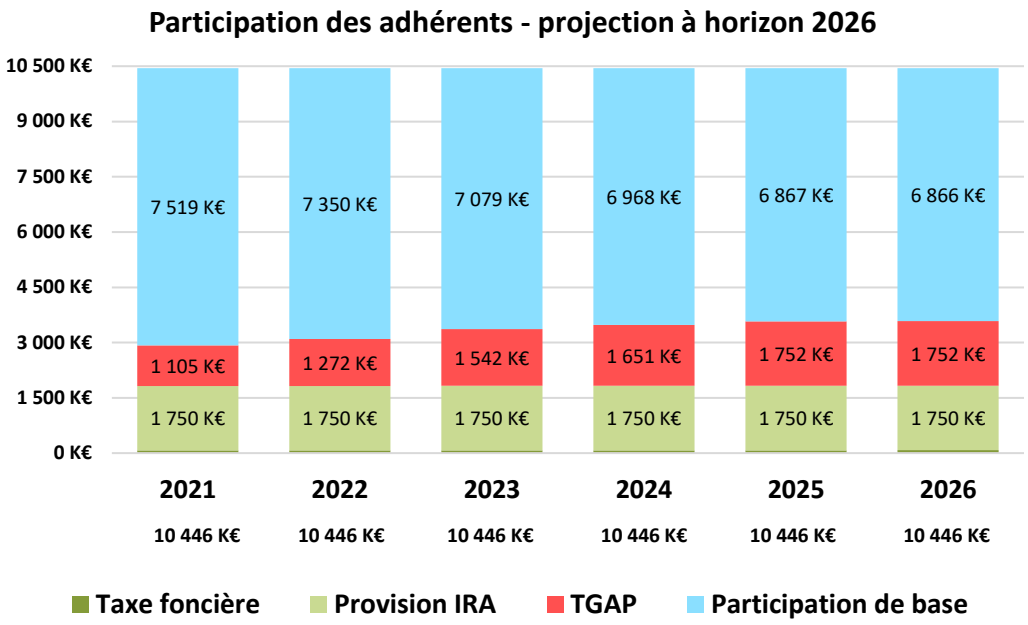
Contribution	Montants 2022	Répartition	Données 2022	Ratio
Provision Indemnité de Remboursement Anticipé	1 750 000 €	Population	116 819 hb	15 €/hb

- **Taxe foncière :** le montant reste stable en 2022 et sera de 74 K€.

Contribution	Montants 2022	Répartition	Données 2022	Ratio
Taxe foncière	73 860 €	Tonnages d'ordures ménagères N-1	22 540 T	3 € / T

Synthèse et historique du montant global de participation 2020 – 2022

	2020	2021	2022	Evolution 2022/2021
Participation de base	7 003 K€	7 519 K€	7 350 K€	- 169 K€
Provision IRA	292 K€	1 750 K€	1 750 K€	+ 0 K€
TGAP	422 K€	1 105 K€	1 272 K€	+ 167 K€
Taxe foncière	72 K€	72 K€	74 K€	+ 2 K€
TOTAL	**7 789 K€**	**10 446 K€**	**10 446 K€**	**0 K€**
En € / habitant	**67 €/hb**	**89 €/hb**	**89 €/hb**	**0 €/hb**



Points clés

Montant global figé à 10 446 K€

Une répartition des coûts qui évolue
↗ de la TGAP
↘ du coût du service
→ provision IRA et taxe foncière stables

<u>Analyse par EPCI</u> : Le montant global de participation est stable mais les montants de participation par adhérents peuvent évoluer à la hausse ou à la baisse en fonction de leur performance

2 –Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)

La stratégie d'investissement à court terme est centrée sur 2 axes principaux :

- Le plan de modernisation des déchèteries, évalué à environ 3 millions d'€
- La construction des casiers pour l'exploitation de l'ISDND de Saint-Fromond pour 2,7 millions d'€

Il faut noter également l'intégration des investissements nécessaires au démantèlement des process de tri des recyclables et de méthanisation pour un montant d'environ 1,2 million d'€ en 2023 - 2024.

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS	Restes à réaliser 2021	2022	2023	2024	2025	2026
TOTAL GENERAL	434 933 €	1 862 760 €	3 409 900 €	2 219 900 €	1 242 700 €	413 200 €
Sous-total Déchèteries	**0 €**	**448 160 €**	**1 908 000 €**	**718 200 €**	**0 €**	**0 €**
Conteneur réemploi		72 000 €				
Abris et cuves à huile		52 560 €				

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la sécurisation de l'ensemble des déchèteries		30 000 €				
Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'avant-projet et le recrutement d'un maître d'ouvrage pour la construction d'une nouvelle déchèterie à Saint-Lô, Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'optimisation de la circulation de l'ensemble des déchèteries		150 000 €				
Dispositifs anti-chutes		117 200 €				
Création d'une nouvelle déchèterie à Saint-Lô			1 500 000 €			
Aménagement d'un quai supplémentaire			24 000 €			
Local pour les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E)			198 000 €			
Local pour les Déchets Diffus Spécifiques (DDS)			72 000 €			
Optimisation de la circulation			114 000 €			
Lutte conte le vandalisme et le vol : renforcement des clôtures et mise en place de vidéosurveillance				718 200 €		
Remise en état ISDI Saint-Martin de Bonfossé		26 400 €				
Sous-total ISDND	**244 388 €**	**1 049 976 €**	**1 077 500 €**	**200 000 €**	**1 029 500 €**	**200 000 €**
Constructions et couvertures des casiers	209 603 €	864 776 €	977 500 €		929 500 €	
Réfection voierie, haies, clôtures, vidéosurveillance, renouvellement matériel …	34 786 €	185 200 €	100 000 €	200 000 €	100 000 €	200 000 €
Sous-total Pôle de Cavigny	**0 €**	**100 260 €**	**210 000 €**	**1 080 000 €**	**0 €**	**0 €**
Porte sectionnelle et hublot		23 700 €				
Couverture fosse piste de lavage		3 360 €				
Reconditionnement presse à balle cartons		73 200 €				
Démantèlement process unité de tri			180 000 €			
Réfection parking bennes			30 000 €			
Démantèlement process méthanisation et bâtiment				1 080 000 €		
Sous-total Logistique	**188 452 €**	**224 704 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**
Camions, bennes, remorques …	188 452 €	224 704 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €
Sous-total Administration	**2 092 €**	**39 660 €**	**14 400 €**	**21 700 €**	**13 200 €**	**13 200 €**
Mobilier, matériel informatique, logiciels …	2 092 €	39 660 €	14 400 €	21 700 €	13 200 €	13 200 €

3 –Le budget d'investissement - orientations 2022-2026

Le syndicat doit financer ses investissements tout en remboursant le capital de sa dette, qui représente 14,5 millions d'€ sur la période 2022-2026.

Les dépenses d'équipement seront financées en partie par le FCTVA perçu au titre des investissements réalisés, ainsi que par la subvention reçue du Département de la Manche. Un virement de la section de fonctionnement sera nécessaire afin de garantir l'équilibre budgétaire.

Aucun nouvel emprunt ne serait contracté dans cette prospective.

INVESTISSEMENT	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
DEPENSES						
13 – Subvention d'investissement	50 000 €					
1641 - Remboursement d'emprunts	3 036 752 €	2 998 208 €	2 998 208 €	2 864 875 €	2 864 875 €	2 818 541 €
166 - Refinancement de dette	4 940 625 €					
20 à 23 - Dépenses d'équipement	1 240 870 €	1 862 760 €	3 409 900 €	2 219 900 €	1 242 700 €	413 200 €
20 à 23 - Restes à réaliser 2021	434 933 €					
275 - Dépôts et cautionnements	2 500 €					
Dépenses réelles d'investissement	9 705 680 €	4 860 968 €	6 408 108 €	5 084 775 €	4 107 575 €	3 231 741 €
040 / 13 - Subventions d'investissement	151 693 €	151 731 €	150 998 €	149 898 €	149 217 €	149 217 €
040 / 281758 - Autres installations, matériel et outillages	17 129 €					
040 / 4817 - Pénalités	1 653 000 €					
Opérations d'ordre	1 821 822 €	151 731 €	150 998 €	149 898 €	149 217 €	149 217 €
041 / Opérations patrimoniales	9 311 €					
TOTAL Dépenses d'investissement	**11 536 812 €**	**5 012 699 €**	**6 559 106 €**	**5 234 673 €**	**4 256 792 €**	**3 380 959 €**

RECETTES						
10222 - FCTVA	205 233 €	203 552 €	376 914 €	559 360 €	364 152 €	203 853 €
13 - Subventions d'investissement	191 142 €	157 916 €	157 916 €	157 916 €		
166 - Refinancement de dette	4 940 625 €					
Recettes réelles d'investissement	5 337 000 €	361 468 €	534 830 €	717 276 €	364 152 €	203 853 €
040 / 28 - Amortissements des immobilisations	2 298 161 €	2 352 666 €	2 406 422 €	2 548 037 €	2 592 584 €	2 598 181 €
040 / 4817 - Pénalités de renégociation dette	1 674 483 €	1 674 483 €	1 674 483 €	1 674 483 €	1 674 483 €	1 674 483 €
040 / 1641 - Emprunts en euros	1 653 000 €					
040 / 192 - Plus-values de cessions	4 518 €					
Opérations d'ordre	5 630 162 €	4 027 149 €	4 080 905 €	4 222 520 €	4 267 067 €	4 272 664 €
041 / Opérations patrimoniales	9 311 €					
TOTAL Recettes d'investissement	**10 976 473 €**	**4 388 617 €**	**4 615 735 €**	**4 939 796 €**	**4 631 219 €**	**4 476 516 €**

Résultat section d'investissement	**-560 339 €**	**-624 082 €**	**-1 943 371 €**	**-294 876 €**	**374 427 €**	**1 095 558 €**

001 - Résultat d'investissement reporté - début d'exercice	**1 125 867 €**	**565 528 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**374 427 €**
Résultat de la section d'investissement	**-560 339 €**	**-624 082 €**	**-1 943 371 €**	**-294 876 €**	**374 427 €**	**1 095 558 €**
021 / Virement de la section de fonctionnement	**0 €**	**58 553 €**	**1 943 371 €**	**294 876 €**		
001 - Résultat d'investissement reporté - fin d'exercice	**565 528 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**374 427 €**	**1 469 985 €**

Points clés

9 millions d'€ de dépenses d'équipement

- **3 M d'€ pour les déchèteries**
- **3,5 M d'€ pour l'ISDND**
- **1,2 M d'€ pour le démantèlement des process**
- **1 M d'€ pour le renouvellement des équipements logistiques**

Pas de nouvel emprunt prévu sur la période 2022-2026

4– Le budget de fonctionnement – orientations 2022-2026

4.1 - Les dépenses de fonctionnement

Chapitre 011 : Charges à caractère général

Niveau de dépense estimé

	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
011 - Charges à caractère général	4 881 K€	7 629 K€	7 651 K€	7 888 K€	7 822 K€	7 943 K€

L'arrêt de l'unité de tri de Cavigny

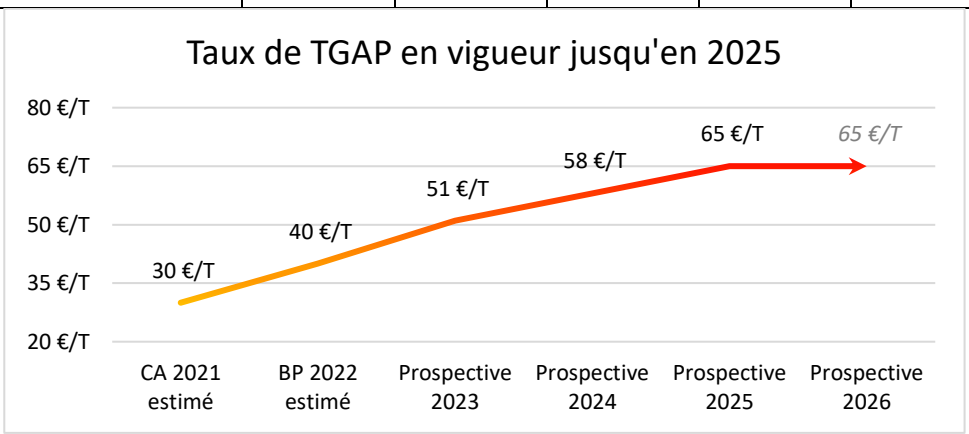
Le syndicat doit, à compter du 1er janvier 2022, faire traiter les recyclables par un prestataire privé dans l'attente de l'ouverture de la SPL Normantri en 2024. Le coût de prestation à intégrer au chapitre 011 est d'environ 1,6 million d'euros dès 2022.

	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
Gisement emballages et papiers	6 289 T	6 534 T	6 635 T	6 635 T	6 635 T
Coût de transport et traitement	**1 583 K€**	**1 626 K€**	**1 822 K€**	**1 822 K€**	**1 822 K€**

L'augmentation de la TGAP

Le syndicat doit verser chaque année une taxe au titre des tonnes de déchets enfouis dans son ISDND de Saint-Fromond. La taxe prévisionnelle varie en fonction du taux de TGAP en vigueur ainsi qu'en fonction des tonnages enfouis.

	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
Tonnages enfouis à l'ISDND de Saint-Fromond	39 970 T	46 833 T	42 541 T	43 701 T	43 117 T	44 593 T
Dont OM et encombrants	*39 970 T*	*33 533 T*	*28 341 T*	*26 822 T*	*26 822 T*	*26 822 T*
Dont DIB	*0 T*	*13 300 T*	*14 200 T*	*16 880 T*	*16 295 T*	*17 772 T*
Taux de TGAP OM et encombrants	30 €/T	40 €/T	51 €/T	58 €/T	65 €/T	65 €/T
Taux de TGAP DIB	54 €/T	58 €/T	61 €/T	63 €/T	65 €/T	65 €/T
Montant de TGAP	**1 199 K€**	**2 113 K€**	**2 312 K€**	**2 619 K€**	**2 803 K€**	**2 899 K€**



L'arrêt de la méthanisation

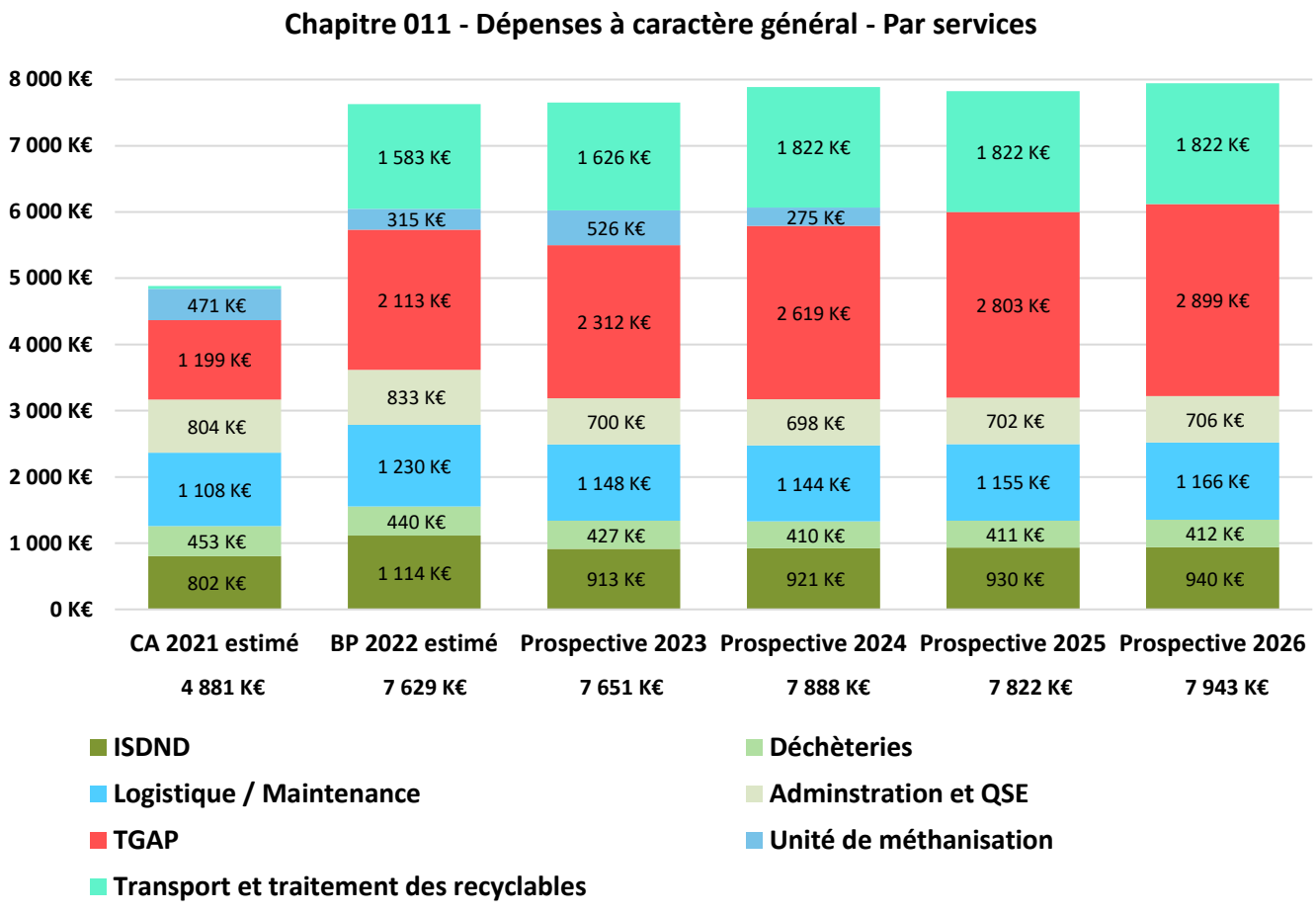
L'unité n'est plus exploitée depuis décembre 2020. Néanmoins, certaines dépenses ont été nécessaires en 2021, d'une part pour nettoyer l'installation (finalisation de la vidange des digesteurs, évacuation du stock de jus clairs …) et d'autre part pour évacuer des ordures ménagères vers des sites de traitement extérieurs afin de ne pas surcharger l'ISDND de Saint-Fromond, qui a dû réceptionner plus de déchets que prévus suite au sinistre du hall de maturation en octobre 2019.

De même, de 2022 à 2024, des montants sont prévus pour évacuer le stock de déchets restant dans le hall de maturation de l'unité. Le stock de déchets présent dans le hall de maturation est de 5 060 m3. Le déstockage progressif des déchets est envisagé selon le plan suivant :

Année	Quantité de stock à traiter	% de stock traité	Coût de traitement estimé du m³	Montant à budgéter
2022	1 265 m³	25 %	192 € / m³	242 880 €
2023	2 530 m³	50 %	208 € / m³	526 240 €
2024	1 265 m³	25 %	217 € / m³	274 505 €
TOTAL	**5 060 m³**	**100 %**	**206,25 € / m³**	**1 043 625 €**

Orientations par services

En 2022, le chapitre 011 devrait donc augmenter d'environ 2,7 millions d'euros, correspondant principalement aux 2 points cités auparavant : l'intégration de la prestation de tri des recyclables et l'augmentation de la TGAP.



Chapitre 012 : charges de personnel

Niveau de dépense estimé

	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
012 - Charges de personnel	4 137 K€	3 386 K€	3 403 K€	3 420 K€	3 437 K€	3 454 K€
Evolution en %		*-18,2%*	*0,5%*	*0,5%*	*0,5%*	*0,5%*

L'arrêt de l'unité de tri de Cavigny

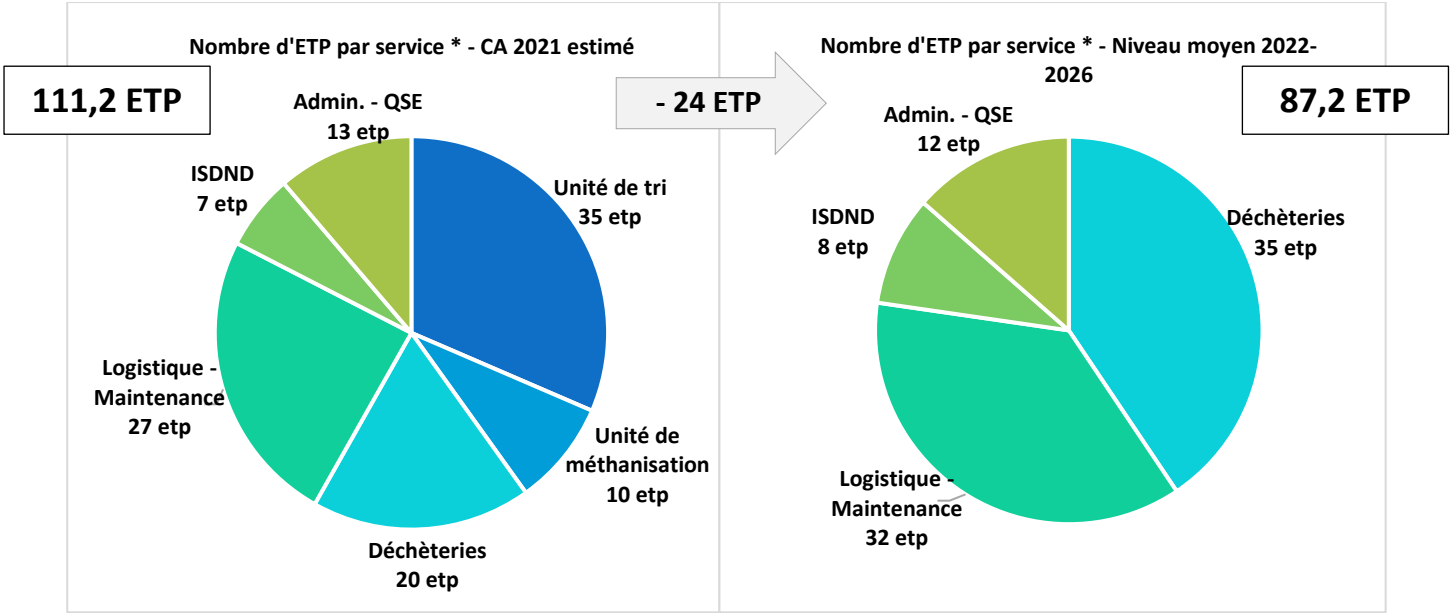
Le tri des recyclables étant réalisé par un prestataire à compter du 01 janvier 2022, le syndicat n'emploie plus d'agents au titre du traitement des recyclables (emballage, papier) à compter de cette date. 8 agents titulaires ont été reclassés.

L'arrêt de l'unité de méthanisation

De même que l'unité de tri, l'unité de méthanisation n'étant plus exploitée, 12 agents titulaires ont été reclassés.

Le renforcement des moyens humains en déchèteries

Les effectifs en déchèteries sont renforcés à partir de janvier 2022 afin de garantir la qualité d'accueil, de conseil et de valorisation des apports.



** incluant l'intérim et les contrats avec le CDG50*

Chapitre 65 : autres charges de gestion courante

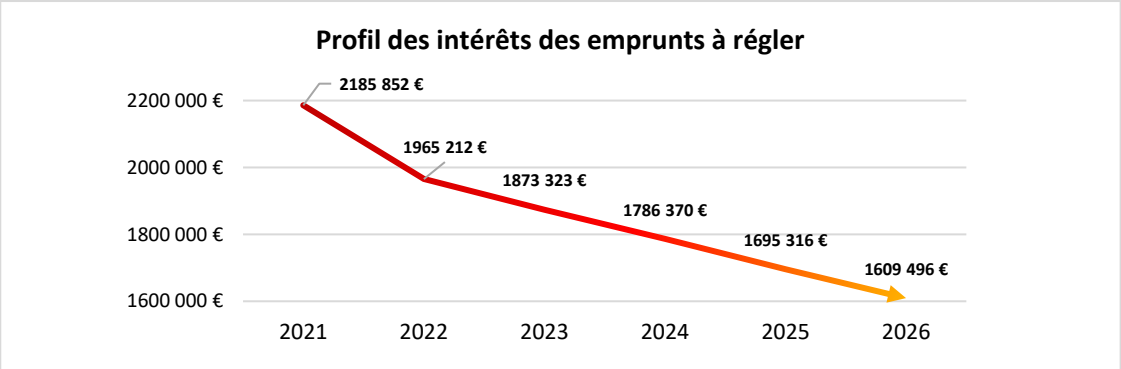
Il s'agit du montant des indemnités versées aux élus ainsi qu'aux communes et riverains.

	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
65 - Autres charges de gestion courante	274 K€	315 K€	297 K€	297 K€	297 K€	297 K€
Indemnités des élus	*79 K€*	*82 K€*	*82 K€*	*82 K€*	*82 K€*	*82 K€*
Créances admises en non-valeur ou éteintes	*0 K€*	*3 K€*	*3 K€*	*3 K€*	*3 K€*	*3 K€*
Indemnités versées aux communes ou riverains	*195 K€*	*230 K€*	*212 K€*	*212 K€*	*212 K€*	*212 K€*

Chapitre 66 : charges financières

Le chapitre 66 intègre les intérêts des emprunts et les garanties financières des sites de Cavigny et Saint-Fromond.

	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
66 - Charges financières	2 130 K€	1 955 K€	1 880 K€	1 793 K€	1 702 K€	1 616 K€



Chapitre 68 : dotations aux provisions

Le syndicat a voté, en session du 15 octobre 2021, la délibération n°2021-28 qui acte la poursuite et l'ajustement des montants de provisions à constituer pour régler les indemnités de remboursement anticipé restant à devoir à compter de 2029, suite à la renégociation en 2015 de 3 prêts dits « toxiques ».

Plan de provisionnement : historique et prévisions 2022-2026

Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Montant de la provision	146 215 €	292 430 €	1 750 000 €	1 750 000 €	1 750 000 €	1 750 000 €	1 750 000 €	1 750 000 €

3.2 Les recettes de fonctionnement

Chapitre 70 : les produits des services

Niveau de recette estimé

	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
70 - Produits des services	1 828 K€	3 419 K€	3 321 K€	3 818 K€	3 712 K€	3 970 K€

L'arrêt de l'unité de méthanisation

Suite à la fermeture de l'unité de méthanisation, les ordures ménagères sont enfouies directement à l'ISDND de Saint-Fromond. Les contrats de traitement des ordures ménagères avec les clients sont donc arrêtés progressivement. A compter de 2023, il n'est plus envisagé de générer de recette pour le traitement des ordures ménagères.

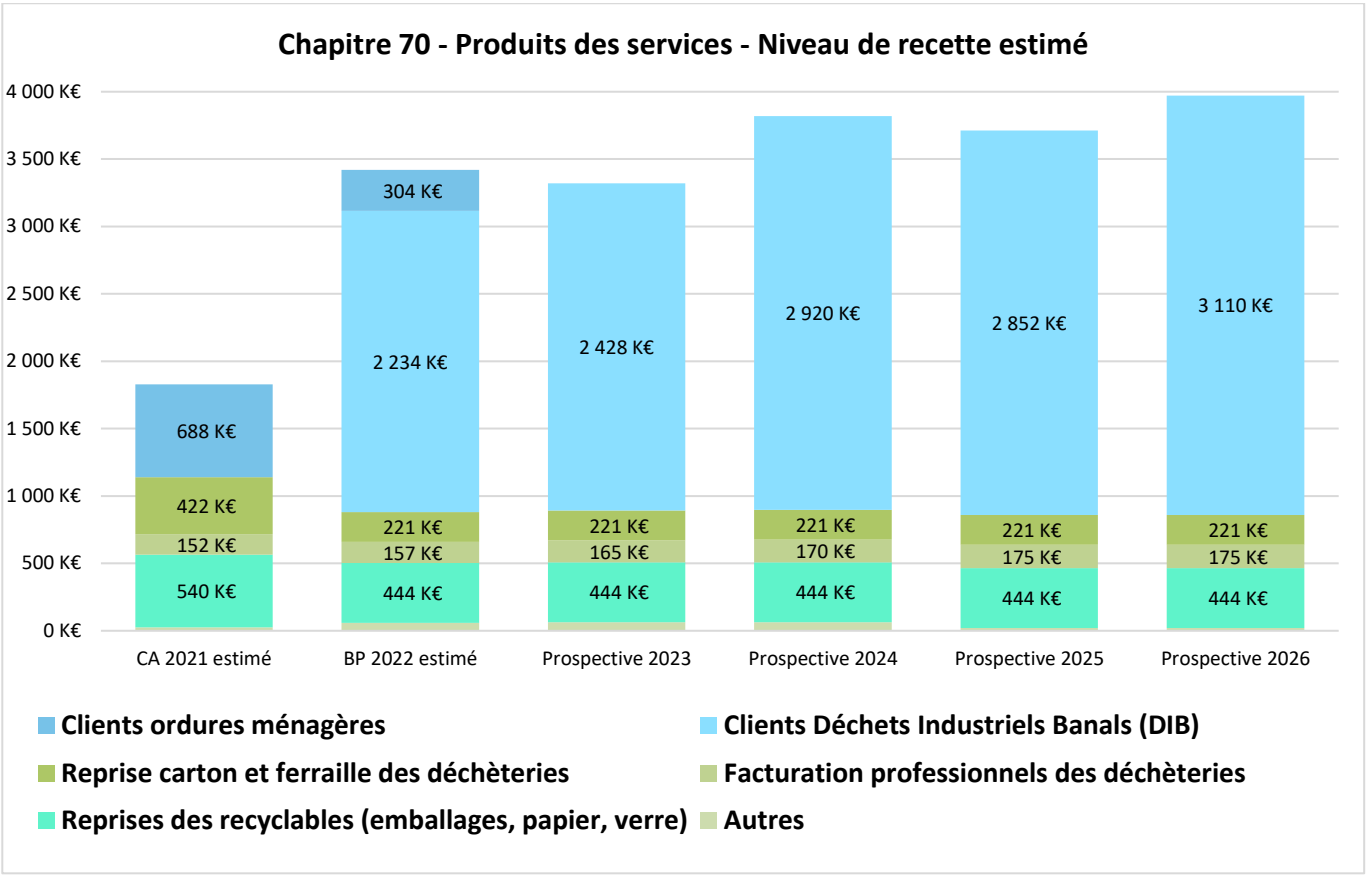
L'optimisation de l'exploitation de l'ISDND de Saint-Fromond

Pour optimiser l'économie et l'exploitation de l'ISDND, le syndicat pourra traiter des DIB (déchets industriels banals). Le traitement des DIB est un véritable enjeu dans la feuille de route du syndicat : les recettes attendues sont de l'ordre de 2,2 à 2,8 millions d'euros par an. Le traitement des DIB est la variable d'ajustement de la stratégie financière du syndicat.

Prudence sur les cours de reprise des matériaux

Les prix de reprise des matériaux (carton, ferraille, plastique, papier …) ont fortement fluctué ces 3 dernières années. L'année 2021 a connu un rebond suite à la chute des cours en 2020. Les orientations 2022 - 2026 restent cependant prudentes sur le niveau de recettes attendu. En effet, les cours vont fluctuer en fonction :

- Pour les plastiques :
  - de l'évolution des prix du pétrole
  - de la demande en recyclés des metteurs en marché
- Pour les fibreux :
  - de la relance économique générale
  - de la poursuite du développement du commerce en ligne
  - de la volonté de certains industriels de constituer un stock afin de pouvoir faire face à une future hausse de la demande de produits
- Pour les aciers :
  - du redémarrage de certains chantiers de construction ralentis ou stoppés par la crise sanitaire
- Pour le verre :
  - de la reprise de la vente de vins et champagnes, qui influent sur la demande de bouteilles vides



Chapitre 74 : participation des adhérents

La principale source de financement du syndicat est la contribution des collectivités adhérentes. La feuille de route du syndicat prévoit un montant global figé à 10 446 K€ sur la période 2022 - 2026.

Chapitre 74 : soutiens des éco-organismes

Le syndicat perçoit des soutiens pour les tonnes suivantes :

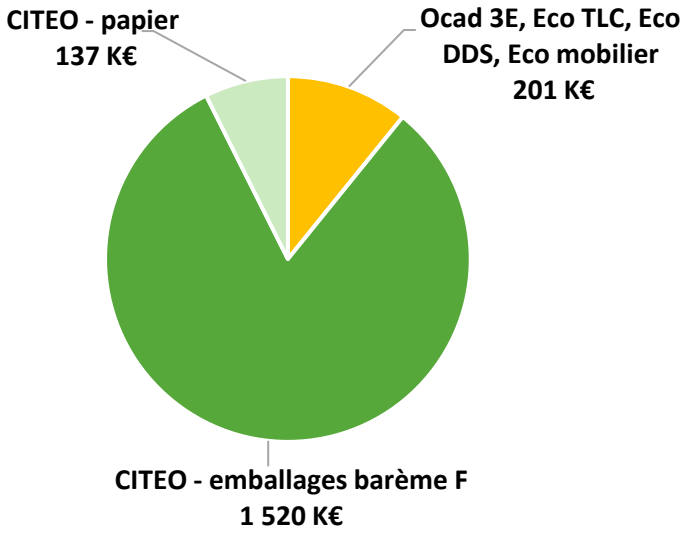
- Emballages et papier (collecte sélective - CITEO)
- Verre (collecte sélective - CITEO)
- Carton (déchèteries - CITEO)
- Mobilier (déchèteries – ECO-MOBILIER)
- Textile (déchèteries – ECO-TLC)
- Déchets diffus spécifiques (déchèteries - ECODDS)
- Déchets d'équipements électriques et électroniques (déchèteries – OCAD3E)

CITEO est le contributeur le plus important avec un montant attendu d'1,5 million d'€ pour 2022. CITEO soutient les tonnages d'emballages, papier, verre et carton, recyclés par le syndicat, selon un barème qui est revu tous les 5 ans. En 2022, le soutien sera calculé selon le barème F, qui prendra fin au 31/12/2022. Un nouveau barème doit être proposé aux collectivités à compter du 01/01/2023. Ce nouveau barème pourrait remettre en question le niveau de recette attendu sur la période 2023-2026.

Niveau de soutien estimé 2022 - 2024

	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
74 - Participations autres organismes	2 077 K€	1 787 K€	1 821 K€	1 821 K€	1 821 K€	1 821 K€

Soutiens par éco-organisme



Chapitre 75 : autres produits de gestion courante

Ce chapitre comprend essentiellement les refacturations d'énergies (électricité, eau) qui sont établies au prestataire de valorisation et traitement des lixiviats de l'ISDND de Saint-Fromond.

	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
75 - Autres produits de gestion courante	47 K€	34 K€	34 K€	34 K€	34 K€	34 K€

Chapitre 76 : produits financiers

Il s'agit du fonds de soutien perçu de l'Etat pour financer une partie des IRA due lors de la renégociation des 3 prêts toxiques en 2015. Le fonds de 2 959 K€ est versé jusqu'en 2028.

	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
76 - Produits financiers	2 959 K€	2 959 K€	2 959 K€	2 959 K€	2 959 K€	2 959 K€

Chapitre 77 : produits exceptionnels

En 2022, une somme de 82 K€ est inscrite au titre des cessions de matériels dans le cadre du démantèlement du process de méthanisation et de l'unité de tri.

La section de fonctionnement

FONCTIONNEMENT	CA 2021 estimé	BP 2022 estimé	Prospective 2023	Prospective 2024	Prospective 2025	Prospective 2026
DEPENSES						
011 - Charges à caractère général	4 880 900 €	7 628 668 €	7 651 272 €	7 888 276 €	7 822 241 €	7 942 766 €
012 - Charges de personnel	4 136 979 €	3 386 000 €	3 402 930 €	3 419 944 €	3 437 044 €	3 454 229 €
65 - Autres charges de gestion courante	278 474 €	315 195 €	295 552 €	295 552 €	295 552 €	295 552 €
66 - Charges financières	2 129 713 €	1 954 592 €	1 879 722 €	1 792 771 €	1 701 716 €	1 615 896 €
67 - Charges exceptionnelles	856 €					
68 - Dotations aux provisions	2 250 000 €	1 755 000 €	1 755 000 €	1 755 000 €	1 755 000 €	1 755 000 €
Dépenses réelles de fonctionnement	13 676 922 €	15 039 455 €	14 984 475 €	15 151 543 €	15 011 553 €	15 063 444 €
042 / 6681 - Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt	1 653 000 €					
042 / 6761 - Différences sur réalisation	4 518 €					
042 / 6811 - Dotations aux amortissements	2 298 161 €	2 352 666 €	2 403 367 €	2 544 982 €	2 589 529 €	2 595 125 €
042 / 6862 - Dotations aux charges financières	1 674 483 €	1 674 483 €	1 674 483 €	1 674 483 €	1 674 483 €	1 674 483 €
Opérations d'ordre	5 630 162 €	4 027 149 €	4 077 850 €	4 219 465 €	4 264 012 €	4 269 608 €
022 - Dépenses imprévues						
TOTAL Dépenses de fonctionnement	**19 307 084 €**	**19 066 604 €**	**19 062 326 €**	**19 371 008 €**	**19 275 565 €**	**19 333 052 €**
RECETTES						
013 - Atténuation de charges	273 308 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €
70 - Produits des services	1 828 015 €	3 419 433 €	3 321 312 €	3 818 173 €	3 711 975 €	3 970 283 €
74 - Participations des communes	10 447 958 €	10 447 958 €	10 447 958 €	10 447 958 €	10 447 958 €	10 447 958 €
74 - Participations autres organismes	2 077 051 €	1 786 500 €	1 821 000 €	1 821 000 €	1 821 000 €	1 821 000 €
75 - Autres produits de gestion courante	46 608 €	33 600 €	33 600 €	33 600 €	33 600 €	33 600 €
76 - Produits financiers	2 959 112 €	2 959 112 €	2 959 112 €	2 959 112 €	2 959 112 €	2 959 112 €
77 - Produits exceptionnels	65 130 €	82 000 €				
78 - Reprise sur amortissements et provisions			300 000 €			
Recettes réelles de fonctionnement	17 697 181 €	18 928 604 €	19 082 982 €	19 279 844 €	19 173 645 €	19 431 953 €
042 / 777 - Quote-part des subventions	151 693 €	151 731 €	150 998 €	149 898 €	149 217 €	149 217 €
042 / 7811 - Reprises sur amortissement des immobilisations	17 129 €					
042 / 796 - Transferts de charges financières	1 653 000 €					
Opérations d'ordre	1 821 822 €	151 731 €	150 998 €	149 898 €	149 217 €	149 217 €
TOTAL Recettes de fonctionnement	**19 519 003 €**	**19 080 335 €**	**19 233 980 €**	**19 429 742 €**	**19 322 862 €**	**19 581 170 €**
Résultat section de fonctionnement	**211 919 €**	**13 731 €**	**171 655 €**	**58 734 €**	**47 297 €**	**248 118 €**
002 - Résultat de fonctionnement reporté - début d'exercice	**2 254 396 €**	**2 466 314 €**	**2 421 492 €**	**646 720 €**	**407 522 €**	**454 819 €**
Résultat de la section de fonctionnement	**211 919 €**	**13 731 €**	**171 655 €**	**58 734 €**	**47 297 €**	**248 118 €**
023 - Virement à la section d'investissement	**0 €**	**-58 553 €**	**-1 946 426 €**	**-297 932 €**	**0 €**	**0 €**
002 - Résultat de fonctionnement reporté - fin d'exercice	**2 466 314 €**	**2 421 492 €**	**646 720 €**	**407 522 €**	**454 819 €**	**702 937 €**
Epargne brute	**4 020 259 €**	**3 889 149 €**	**4 098 507 €**	**4 128 301 €**	**4 162 091 €**	**4 368 509 €**
Remboursement du capital de la dette	3 036 752 €	2 998 208 €	2 998 208 €	2 864 875 €	2 864 875 €	2 818 541 €
Epargne nette	**983 507 €**	**890 941 €**	**1 100 299 €**	**1 263 426 €**	**1 297 217 €**	**1 549 967 €**

Points clés

- **Des résultats de fonctionnement équilibrés sur la période 2022 – 2026, avec un niveau global de participation stable**
- **Le niveau d'épargne brut garantit le remboursement du capital de la dette**
- **Le niveau d'épargne nette permet l'autofinancement du PPI sans recours à l'emprunt**

Partie 5 - DONNEES RELATIVES AUX RESSOURCES HUMAINES

1 - Structure des effectifs

1.1 Structure globale pour 2021

La structure des effectifs peut être résumée pour 2021 de la manière suivante :

Effectif au 31.12.21	2021	%
Fonctionnaires titulaires et stagiaires	74	82 %
Agents non titulaires permanents	3	3 %
Agents non titulaires non permanents (*)	14	15 %
Effectif total	**91**	**100 %**

(*) Ce chiffre comprend 4 agents contractuels en remplacement d'agents titulaires en congé pour maladie ordinaire ou accident de service

Les fonctionnaires représentent 82 % des effectifs permanents du PFE.

Les hommes sont plus nombreux que les femmes. Ils représentent 73 % des agents titulaires et 53 % des agents non-titulaires.

A noter qu'en plus de l'effectif cité ci-dessus, au 31/12/2021 le syndicat fait appel à 6 agents sous contrat avec le Centre de Gestion (CDG50) pour l'unité de tri.

1.2 Structure détaillée pour 2021

La structure détaillée des effectifs prend en compte l'ensemble des différentes filières présentes au sein de la collectivité et composant les effectifs du PFE.

- S'agissant des agents titulaires, stagiaires et non-titulaires permanents, on peut remarquer que la filière technique est très représentée. Elle totalise 67 agents sur 77.

Filières	Fonctionnaires	Agents non titulaires permanents	TOTAL
Filière administrative	9	1	10
Filière technique	65	2	67
Total	**74**	**3**	**77**

- S'agissant des agents non-titulaires non permanents, la totalité des effectifs fait partie de la filière technique.

1.3 Prévisions pour 2022

- Pour l'année 2022, les prévisions tiennent compte des départs en retraite envisagés ainsi que des nouveaux besoins. *Elles ne tiennent pas compte des agents contractuels qui seraient amenés à remplacer des agents titulaires*.

Fonctionnaires titulaires et stagiaires	70(*)
Agents non titulaires permanents	3
Agents non titulaires non permanents	7 (**)
Effectif total	**80**

- *(*) stagiairisation d'1 contractuel, recrutement d'1 responsable QSE, 6 départs dont 5 pour mise à la retraite*
- *(**) fermeture du service Unité de Tri.*

2 - Charges de personnel

2.1 Charges de personnel 2021

Au titre de l'année 2021, les dépenses de personnel, tous chapitres confondus représentent un montant estimé de 4 136 979 €. On peut les décomposer comme suit :

2021	
Traitement indiciaire (fonctionnaires)	1 655 562 €
NBI – SFT (fonctionnaires)	38 037 €
Régime indemnitaire (fonctionnaires)	255 583 €
Rémunération contractuels	381 226 €
Régime indemnitaire contractuels	66 849 €
Personnel extérieur (intérim, Centre de gestion, stagiaire)	457 942 €
Charges sociales	1 013 056 €
Assurances du personnel	150 156 €
CDAS, amicale	35 746 €
Participation protection sociale	6 542 €
Médecine du travail	3 261 €
Chèques déjeuner	72 346 €
TOTAL	**4 136 979 €**

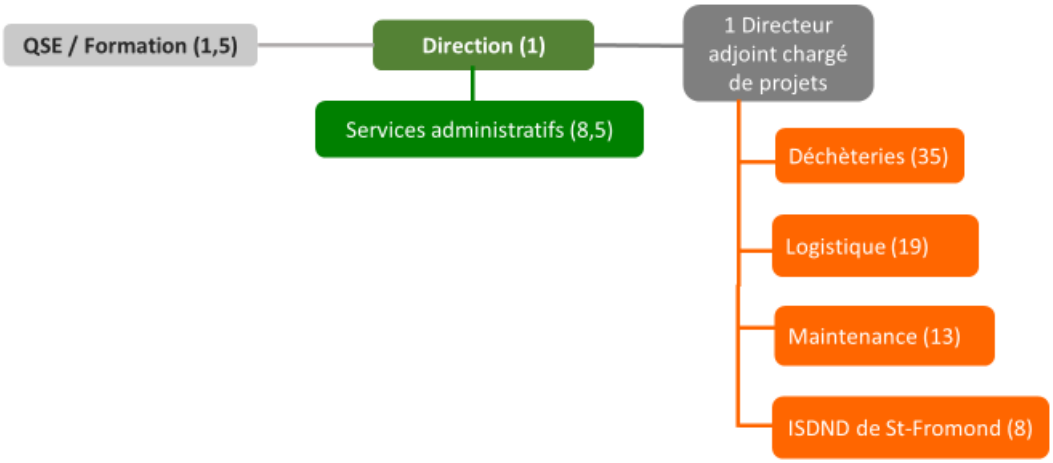
2.2 Orientations 2022

Pour l'année 2022, tous chapitres confondus, les dépenses de personnel sont estimées à 3 386 K€.

En 2022, conformément au protocole d'accord sur les modalités de mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail, le nombre de jours travaillés est de 226 jours.

Les heures supplémentaires pour l'année 2021 se sont élevées à 1 486. En 2022, il est prévu environ 900 heures supplémentaires.

Suite à la fermeture des services Unité de Tri et Méthanisation, 20 agents ont été reclassés au sein des différents services du Point Fort Environnement. Du fait de ces fermetures, l'appel à de la main d'œuvre extérieure via les Contrats à Durée Déterminée et le personnel intérimaire sera beaucoup plus limité en 2022.



Une des priorités du service Ressources Humaines sera la mise en place du régime indemnitaire RIFSEEP au sein du Point Fort Environnement.

Partie 6 – ETAT DE LA DETTE

Le Point Fort Environnement a 12 produits répartis auprès de 4 établissements prêteurs.

1 –Structure de la dette

Répartition de la dette par prêteurs au 1er janvier 2022 :

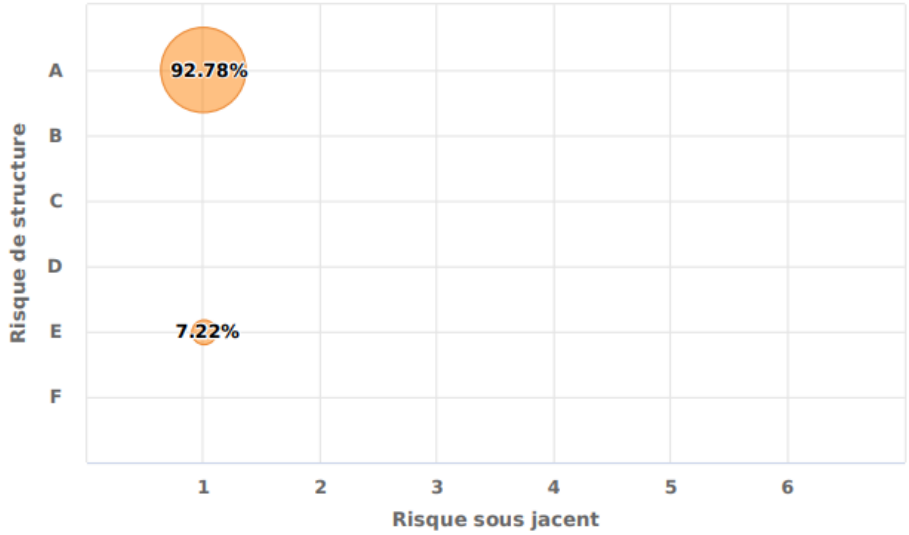
Prêteur	CRD	% du CRD
SFIL CAFFIL	60 773 270 €	94,48%
DEXIA CL	3 176 471 €	4,94%
Autres prêteurs	372 000 €	0,58%
Ensemble des prêteurs	**64 321 741 €**	**100,00%**

Source : Finance Active

La structure de la dette : Charte Gissler

La classification Gissler permet de ranger les produits selon une matrice à double entrée : le chiffre (de 1 à 5) traduit la complexité de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt et la lettre (de A à E) exprime le degré de complexité de la formule de calcul des intérêts.

		(1) Indices en euros
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	**Nombre de produits**	10
	% de l'encours	92,78%
	Montant en euros	59 675 074 €
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	**Nombre de produits**	2
	% de l'encours	7,22%
	Montant en euros	4 646 667 €



Dette par type de risque

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	59 675 074 €	92,78%	3,08%
Barrière avec multiplicateur	4 646 667 €	7,22%	3,84%
Ensemble des risques	**64 321 741 €**	**100,00%**	**3,14%**

Détail de la dette type Barrière avec multiplicateur :

Référence	Contrepartie	CRD	Fin	Indice	Taux
20074	SFIL	4 380 000,00 €	01/06/2058	3.7-(5*Cap 7.5 sur CMS EUR 20A(Postfixé))	3,81%
20081	SFIL	266 666,71 €	01/08/2023	4.27-(5*Cap 6.5 sur Euribor 12M(Postfixé))	4,33%

2 –En cours de la dette

Profil d'extinction

	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2022	64 321 741 €	2 998 208 €	1 965 212 €	4 963 420 €	61 323 533 €
2023	61 323 533 €	2 998 208 €	1 873 323 €	4 871 531 €	58 325 325 €
2024	58 325 325 €	2 864 875 €	1 786 370 €	4 651 245 €	55 460 450 €
2025	55 460 450 €	2 864 875 €	1 695 316 €	4 560 191 €	52 595 575 €
2026	52 595 575 €	2 818 541 €	1 609 496 €	4 428 037 €	49 777 034 €
2027	49 777 034 €	2 818 541 €	1 524 171 €	4 342 713 €	46 958 493 €
2028	46 958 493 €	2 818 541 €	1 442 860 €	4 261 401 €	44 139 952 €
2029	44 139 952 €	2 791 875 €	1 353 907 €	4 145 781 €	41 348 077 €
2030	41 348 077 €	2 791 875 €	1 269 609 €	4 061 483 €	38 556 202 €
2031	38 556 202 €	2 791 875 €	1 190 721 €	3 982 595 €	35 764 328 €
2032	35 764 328 €	2 791 875 €	1 114 620 €	3 906 495 €	32 972 453 €
2033	32 972 453 €	2 791 875 €	1 026 802 €	3 818 676 €	30 180 578 €
2034	30 180 578 €	2 791 875 €	942 102 €	3 733 977 €	27 388 704 €

2035	27 388 704 €	2 791 875 €	857 403 €	3 649 277 €	24 596 829 €
2036	24 596 829 €	2 791 875 €	774 893 €	3 566 768 €	21 804 955 €
2037	21 804 955 €	2 580 110 €	688 003 €	3 268 113 €	19 224 845 €
2038	19 224 845 €	2 580 110 €	603 304 €	3 183 414 €	16 644 735 €
2039	16 644 735 €	2 580 110 €	518 604 €	3 098 714 €	14 064 625 €
2040	14 064 625 €	2 218 797 €	435 324 €	2 654 121 €	11 845 827 €
2041	11 845 827 €	916 360 €	380 931 €	1 297 291 €	10 929 467 €
2042	10 929 467 €	916 360 €	355 682 €	1 272 042 €	10 013 108 €
2043	10 013 108 €	803 745 €	330 434 €	1 134 179 €	9 209 363 €
2044	9 209 363 €	803 745 €	310 050 €	1 113 795 €	8 405 618 €
2045	8 405 618 €	803 745 €	287 928 €	1 091 673 €	7 601 873 €
2046	7 601 873 €	671 873 €	266 762 €	938 635 €	6 930 000 €
2047	6 930 000 €	540 000 €	246 641 €	786 641 €	6 390 000 €
2048	6 390 000 €	540 000 €	227 421 €	767 421 €	5 850 000 €
2049	5 850 000 €	540 000 €	206 917 €	746 917 €	5 310 000 €
2050	5 310 000 €	540 000 €	187 055 €	727 055 €	4 770 000 €
2051	4 770 000 €	540 000 €	167 193 €	707 193 €	4 230 000 €
2052	4 230 000 €	540 000 €	147 755 €	687 755 €	3 690 000 €
2053	3 690 000 €	540 000 €	127 469 €	667 469 €	3 150 000 €
2054	3 150 000 €	540 000 €	107 607 €	647 607 €	2 610 000 €
2055	2 610 000 €	540 000 €	87 745 €	627 745 €	2 070 000 €
2056	2 070 000 €	540 000 €	68 089 €	608 089 €	1 530 000 €
2057	1 530 000 €	540 000 €	48 020 €	588 020 €	990 000 €
2058	990 000 €	480 000 €	28 464 €	508 464 €	510 000 €
2059	510 000 €	360 000 €	12 855 €	372 855 €	150 000 €
2060	150 000 €	150 000 €	2 015 €	152 015 €	0 €

Dette globale :

Référence	Contrepartie	CRD	Fin	Indice	Taux	Risque
20081	SFIL	266 667 €	01/08/2023	4.27-(5*Cap 6.5 sur Euribor 12M(Postfixé))	4,33%	Barrière avec multiplicateur
20101	CE	185 333 €	15/12/2025	Taux fixe à 1.71 %	1,72%	Fixe
20131	CREDIT AGRICOLE	186 667 €	10/12/2028	Taux fixe à 3.85 %	3,91%	Fixe
20201	DEXIA CL	3 176 471 €	01/12/2036	Taux fixe à 0 %	0,00%	Fixe
20158	SFIL	433 438 €	01/03/2040	Taux fixe à 3.47 %	3,57%	Fixe
20152	SFIL	5 054 000 €	01/05/2040	Taux fixe à 3.5 %	3,55%	Fixe
20155	SFIL	25 762 500 €	01/09/2040	Taux fixe à 3.53 %	3,63%	Fixe
20151 ex 20053	SFIL	2 364 913 €	01/05/2042	Taux fixe à 3.5 %	3,55%	Fixe
SFIL 6 593 625.07 €	SFIL	6 461 753 €	01/06/2046	Taux fixe à 0.52 %	0,53%	Fixe
20074	SFIL	4 380 000 €	01/06/2058	3.7-(5*Cap 7.5 sur CMS EUR 20A(Postfixé))	3,81%	Barrière avec multiplicateur
20157 ex 20075	SFIL	4 500 000 €	01/06/2059	Taux fixe à 3.47 %	3,57%	Fixe
20154 ex 20076	SFIL	11 550 000 €	01/06/2060	Taux fixe à 3.53 %	3,63%	Fixe
	TOTAL	**64 321 741 €**				

Intérêts à régler, détaillés par prêts

Référence	Prêteur	Date d'encaiss.	Échéance finale	Taux		2021	2022	2023	2024	2025	2026
20081	SFIL CAFFIL	01/08/2008	2023	euribor 12 mois	barrière avec multiplicateur	17 317 €	11 545 €	5 772 €			
20101	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2010	2025	1,71%	fixe	3 664 €	2 872 €	2 080 €	1 287 €	495 €	
20131	CREDIT AGRICOLE	18/12/2013	2028	3,85%	fixe	7 828 €	6 802 €	5 775 €	4 748 €	3 722 €	2 695 €
20201	DEXIA CL	01/04/2020	2036	0,00%	fixe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
20074	SFIL CAFFIL	01/12/2009	2058	CMS eur 20A	barrière avec multiplicateur	167 120 €	162 618 €	158 116 €	154 040 €	149 113 €	144 611 €
20151 ex 20053	SFIL CAFFIL	01/05/2007	2042	3,50%	fixe	87 918 €	83 922 €	79 925 €	76 137 €	71 933 €	67 937 €
20157 ex 20075	SFIL CAFFIL	25/06/2009	2059	3,47%	fixe	160 953 €	156 731 €	152 509 €	148 698 €	144 066 €	139 844 €
20154 ex 20076	SFIL CAFFIL	31/05/2010	2060	3,53%	fixe	420 077 €	409 340 €	398 603 €	388 940 €	377 129 €	366 392 €
20152	SFIL CAFFIL (IRA)	01/05/2015	2040	3,50%	fixe	188 786 €	179 347 €	169 908 €	160 908 €	151 029 €	141 590 €
20158	SFIL CAFFIL (IRA)	01/03/2016	2040	3,47%	fixe	15 771 €	14 935 €	14 099 €	13 301 €	12 428 €	11 593 €
20155	SFIL CAFFIL (IRA)	01/09/2015	2040	3,53%	fixe	952 731 €	903 556 €	854 380 €	807 461 €	756 028 €	706 852 €
20153	SFIL CAFFIL	01/05/2015	2021	3,50%	fixe	70 373 €	Emprunt refinancé en 2021 => transfert vers prêt 20211				
20156	SFIL CAFFIL	01/09/2015	2021	3,53%	fixe	27 921 €	Emprunt refinancé en 2021 => transfert vers prêt 20211				
20159	SFIL CAFFIL	01/03/2016	2021	3,47%	fixe	53 859 €	Emprunt refinancé en 2021 => transfert vers prêt 20211				
20211	SFIL CAFFIL	01/08/2021	2046	0,52%	fixe	11 533 €	33 545 €	32 154 €	30 850 €	29 373 €	27 983 €
					Total	**2 185 852 €**	**1 965 212 €**	**1 873 323 €**	**1 786 370 €**	**1 695 316 €**	**1 609 496 €**